

Liberia/Politique

# Le pays se choisit un nouveau président

AFP  
Monrovia/Liberia

*Les résultats de ce scrutin – qui semblait mieux organisé qu'au premier tour – sont attendus dans les prochains jours.*

LES Libériens votaient hier pour choisir leur nouveau président entre la légende du football, George Weah et le vice-président sortant, Joseph Boakai, au cours d'un second tour visiblement mieux organisé que le premier début octobre.

Après des semaines d'imbroglio juridique, les urnes vont enfin désigner le successeur d'Ellen Johnson Sirleaf, seule femme à avoir été élue chef d'Etat en Afrique.

Les bureaux de vote ont ouvert comme prévu à 08H00 (09H00 au Gabon) et devaient rester accessibles jusqu'à 18H00 pour les quelque 2,1 millions d'électeurs enregistrés. Les premiers résultats sont attendus dans les prochains jours.

Le Liberia est un pays anglophone d'Afrique de l'Ouest meurtri par quatorze ans de guerre civile (quelque 250 000 morts entre 1989 et 2003), puis par l'épidémie d'Ebola dont il peine à se redresser.

Il vit encore sous l'ombre

de Charles Taylor, 69 ans, premier ex-chef d'Etat (1997-2003) condamné par la justice internationale depuis les procès de responsables nazis à Nuremberg, à l'issue de la Deuxième guerre mondiale. Il purge en Grande-Bretagne une peine de 50 ans de prison pour des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre perpétrés en Sierra Leone voisine.

Arrivés tôt, les électeurs ont pu voter rapidement, sans que se constituent de longues files comme au premier tour le 10 octobre, ont constaté des journalistes de l'AFP dans plusieurs bureaux de la capitale.

Pour éviter les problèmes, le registre national des électeurs a été revu par la Commission électorale nationale (NEC) et les listes des inscrits affichées plusieurs jours à l'avance à l'extérieur des centres de vote.

"Cette fois tout est OK. J'ai très facilement trouvé l'endroit où je devais voter, il y avait quelqu'un dès l'entrée pour me diriger. C'est génial", se réjouissait Gabriel Peters, un électeur de 27 ans.

"Nous allons gagner ! Parce que le peuple croit en nous et sait que nous sommes les meilleurs", a lancé le vice-président Joseph Boakai, 73 ans, après avoir déposé son bulletin dans la banlieue proche de



Photo : AFP

Aux urnes hier, les Libériens devraient connaître l'identité de leur nouveau président dans les prochains jours.

Monrovia.

"Nous accepterons le résultat, sous réserve qu'il rencontre toutes les normes", a ajouté celui qui a contesté pendant des semaines l'issue du premier tour et qui n'a pu réunir qu'une centaine de militants à son quartier général dimanche soir.

**"JOURNEE HISTORIQUE"** • George Weah a également voté hier en milieu de matinée, acclamé par une foule alors qu'il se rendait dans son bureau de vote, également à Monrovia.

"C'est un jour historique. Je sais que je vais gagner. Puis je mettrai mon équipe au travail pour mettre en

œuvre un bon programme pour cette grande nation", a déclaré Weah, qui, à 51 ans, reste très populaire auprès des jeunes.

Le seul Ballon d'Or africain, qui a marqué les esprits en rassemblant samedi des dizaines de milliers de partisans dans le plus grand stade de Monrovia, a appelé les électeurs à se rendre aux urnes pacifiquement.

Initialement prévu le 7 novembre, le second tour avait été suspendu in extremis par la Cour suprême à la suite de recours du candidat arrivé troisième le 10 octobre, Charles Brumskine (9,6%), appuyé par M. Boakai

(28,8%), qui avait dénoncé des "fraudes et irrégularités".

La date finalement choisie a perturbé les célébrations de Noël et fait craindre une baisse de la participation. Ce scrutin marquera la première transition démocratique depuis trois générations au Liberia.

Il tournera également une page dans l'histoire nationale. Car aucun des deux candidats n'appartient à l'élite "américano-libérienne", issue d'esclaves africains qui a dominé la plus ancienne république d'Afrique depuis sa création, à l'exception de la présidence de Samuel Doe (1980-1990).

## Russie/Élections

# Le Kremlin défend la "légitimité" de la présidentielle

AFP  
Moscou/Russie

*Aux yeux du pouvoir, le rejet de la candidature de l'opposant Navalny ne saurait affecter la validité du scrutin du 18 mars.*

LE Kremlin a défendu hier la "légitimité" de la présidentielle de mars après le rejet de la candidature du principal opposant à Vladimir Poutine, Alexeï Navalny, qui a appelé à boycotter un scrutin déjà sans suspense.

Charismatique juriste à l'origine d'enquêtes sur la corruption des élites russes, Alexeï Navalny, 41 ans, a décrété une "grève du vote" immédiatement après la décision de la Commission électorale. Cette dernière a rejeté son dossier de candidature en raison d'une condamnation qu'il dénonce comme "fabriquée".

L'Union européenne a dénoncé cette décision qui jette, selon elle, "un sérieux

doute sur le pluralisme politique en Russie et la perspective d'élections démocratiques l'année prochaine".

"La non-participation d'une des personnes qui souhaitait être candidat en raison de la loi ne peut en aucun cas affecter la légitimité de l'élection", a martelé aux journalistes le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. Plus d'une vingtaine de candidats ont dit vouloir affronter Vladimir Poutine lors de la présidentielle du 18 mars. Devraient ainsi être admis dans la course les traditionnels candidats du Parti communiste et des nationalistes du LDPR, ainsi que la journaliste proche de l'opposition libérale Ksenia Sobtchak, qui espère réunir les Russes mécontents.

Vu la popularité du président au pouvoir depuis 18 ans et l'absence de son principal opposant qui a réuni des milliers de jeunes dans la rue ces derniers mois, certains observateurs envisagent une abstention élevée qui affai-



Photo : AFP

Le rejet de la candidature de l'opposant Alexeï Navalny ouvre un boulevard au président Vladimir Poutine (ici, à gauche, en compagnie du Premier ministre Dmitri Medvedev).

blirait la légitimité du résultat.

**MOBILISER LES ELECTEURS** • Les experts estiment ainsi que le principal objectif du Kremlin est désormais de mobiliser les électeurs pour une élections semblant jouée d'avance et de limiter les fraudes pour éviter des manifestations d'ampleur comme en 2011-2012 et

les critiques des Occidentaux et de l'opposition.

"Le risque d'une participation faible est réel. Ce n'est pas lié à Navalny, mais à la perte d'intérêt dans les élections au vu d'un résultat connu à l'avance", explique la politologue Ekaterina Schulmann, de l'université Ranepa.

En dépit de l'indifférence des médias nationaux, les

meetings d'Alexeï Navalny ont rassemblé des milliers de personnes et il a ouvert des dizaines de bureaux de campagne en province, sur lesquels il entend désormais s'appuyer pour appeler au boycott.

"Les appels au boycott seront examinés minutieusement pour déterminer s'ils sont conformes ou non à la loi", a pour sa part réagi M. Peskov hier.

Le rejet de sa candidature est loin de constituer une surprise. Elle avait à plusieurs reprises averti que l'opposant ne pourrait se présenter avant 2028 en raison d'une condamnation en février dernier à cinq ans de prison avec sursis pour détournement de fonds.

Selon Mme Schulmann, il s'agissait avant tout pour les autorités de ne pas prendre le risque d'un deuxième tour Poutine-Navalny, car "celui qui arrive au deuxième tour devient la deuxième personne la plus importante dans le système politique après le président".

## L'Afrique en bref

• **Egypte/Justice. Pendaion de 15 hommes jugés coupables de "terrorisme"**

Quinze hommes reconnus coupables d'attaques "terroristes" contre des militaires et des policiers ont été exécutés par pendaison hier en Egypte, ont indiqué des responsables de la police.

• **Mali/Enlèvement. Otage française : Paris plaide la discrétion**

La France a indiqué hier qu'elle allait continuer "d'observer la plus grande discrétion sur la situation de Sophie Pétronin", l'otage française enlevée au Mali il y a tout juste un an, et dont la famille réclame des informations sur son sort.

• **Nigeria/Violences. Dix villageois tués dans le nord**

Dix habitants de villages à la population principalement chrétienne ont été tués au cours de deux attaques dans l'Etat de Kaduna, situé dans le nord du Nigeria, une région en proie aux conflits fiers intercommunautaires, a-t-on appris mardi de sources officielles

## A travers le monde

• **Italie/Immigration. 255 personnes secourues en Méditerranée**

Deux navires ont secouru dans la nuit de lundi à hier 255 personnes se trouvant à bord de trois embarcations en Méditerranée, parties de la Libye avant une vague de mauvais temps, ont annoncé les gardes-côtes italiens.

• **Irak/Conflit. 45 militaires et civils tués dans une zone "libérée"**

Deux mois après l'annonce de la reprise du bastion jihadiste de Hawija, dans le nord de l'Irak, les forces de sécurité irakiennes font toujours état de morts – civils et militaires – abattus par des jihadistes terrés dans des zones montagneuses.

• **Pérou/Politique. Fujimori demande "pardon" à ses compatriotes**



Photo : AFP

Depuis son lit d'hôpital, l'ex-président péruvien Alberto Fujimori a demandé hier "pardon" pour les actes commis par son gouvernement (1990-2000), deux jours après une grâce controversée accordée par le chef de l'Etat Pedro Pablo Kuczynski ("L'Union" d'hier).